



SUISSE  
**SOLIDAR**

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE

REPRESENTATION AU BURKINA FASO  
01 BP 2057 OUAGADOUGOU 01  
TEL. (226) 25 36 95 55  
E-mail : [solidar@solidarburkina.bf](mailto:solidar@solidarburkina.bf)  
Site : [www.solidarburkina.bf](http://www.solidarburkina.bf)



Tél : (226) 24 46 51 01  
Fax : (226) 24 46 06 55  
Site : [www.ufc-dori.org](http://www.ufc-dori.org)  
E-mail : [union@fasonet.bf](mailto:union@fasonet.bf)

# DIALOGUE INCLUSIF

## POUR UN « MIEUX VIVRE ENSEMBLE »

## POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DANS

## LA RÉGION DU SAHEL



Avec l'appui financier de l'Union Européenne



# SOMMAIRE

---

<b>Introduction</b>	03
<b>Comités Locaux de Paix</b>	04
<b>Journée des communautés</b>	07
<b>Coopération civilo-militaire</b>	10
<b>Implication des femmes dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale</b>	13
<b>Conclusion</b>	15

## **DIALOGUE INCLUSIF POUR UN « MIEUX VIVRE ENSEMBLE » POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DANS LA RÉGION DU SAHEL**

### **Objectif global**

Contribuer à un changement qualitatif durable des rapports intercommunautaires, intra et interreligieux et avec l'État pour une cohésion sociale dans un environnement mieux sécurisé dans la région du Sahel

### **Communes de mise en œuvre du projet**

OULDALAN : Gorom-Gorom et Markoye

SENO : Dori, Bani, Falagountou, Gorgadji, Sampelga et Seytenga

SOUM : Djibo et Arbinda

YAGHA : Sebba et Titabé



# INTRODUCTION

## Le dialogue inclusif pour un « mieux vivre ensemble » !

Contribuer à un changement qualitatif durable des rapports intercommunautaires, intra et interreligieux et avec l'État pour une cohésion sociale dans un environnement mieux sécurisé dans la région du Sahel. C'est l'ambition du projet Dialogue inclusif pour un « mieux vivre ensemble » pour la paix et la sécurité dans la Région du Sahel.

Lancé en février 2019 pour une durée de trente (30) mois, le projet est mis en œuvre par le consortium Solidar Suisse Burkina Faso et l'Union Fraternelle des Croyants de Dori (UFC-Dori), en partenariat avec les communautés coutumières et religieuses, les collectivités locales, les forces de défense et de sécurité, les organisations de la société civile, les médias, etc.

Le projet qui bénéficie de l'appui financier de l'Union européenne, est mis en œuvre

dans douze (12) communes réparties entre les quatre (04) provinces de la région. Il met en rapport les communautés religieuses et coutumières ainsi que les associations de jeunes et les associations de femmes pour le développement des capacités de construction sociale et économique.

Pour ce faire, le projet a développé plusieurs actions majeures dont : la mise en place de comités locaux de paix dans les villages, l'organisation de journées des communautés, la promotion d'une meilleure coopération civilo-militaire et l'implication des femmes dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale.

La présente publication propose une présentation de ces quatre (4) expériences développées dans le cadre de la mise en œuvre du projet et qui ont généré des savoirs qui méritent d'être partagés.

# COMITÉ LOCAL DE PAIX



Dans un village lorsqu'un conflit éclate et que les protagonistes se retrouvent à la police, à la gendarmerie ou en justice, les décisions qui découlent de ces instances peuvent parfois détériorer le climat social. Cela est parfois dû à la méconnaissance du système judiciaire par les populations. D'où l'idée de poursuivre la mise en place des Comités Locaux de Paix (CLP) entamé par l'UFC-Dori depuis 2015 et la dynamisation de ceux déjà existants, dans les villages d'intervention du projet.

## Les CLP, qu'est-ce que c'est ?

Les CLP sont des entités villageoises en charge du maintien de la paix et de la cohésion sociale à travers la recherche des solutions endogènes et la prévention de potentielles menaces (mouvements extrémistes, prolifération de messages dangereux, etc.). De ce fait, ils contribuent à l'alerte, à la prévention et à la gestion des conflits et aussi à la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

### > Les CLP, vecteurs de paix et de cohésion sociale !

Des arbres à palabre sont tenus dans le village à l'initiative des CLP, suite aux différents conflits qui surviennent. C'est le lieu pour les différents protagonistes de se parler franchement, sans débordement et respectueusement en présence des leaders du village qui finissent par trouver une solution endogène acceptée de tous.

Calqués plus ou moins sur le système traditionnel, les CLP aident au maintien de la cohésion sociale à travers la résolution des crises à l'amiable. Les rôles essentiels des CLP sont de mettre en place un système de veille qui se chargera de répertorier les conflits à résoudre, de dérouler les mécanismes de résolution pacifique de ces conflits et de vulgariser les bonnes pratiques en la matière.

« Quand j'écoute les témoignages, je suis satisfait. Je crois qu'on a bien fait d'avoir créé des Comités Locaux de Paix dans les villages.

Au regard des résultats atteints, certainement que ça peut attirer les regards et l'intérêt des autres villages. »

François Paul Ramdé  
/ Coordonnateur de  
l'Union Fraternelle  
des Croyants de Dori  
(UFC-Dori)



### > Mise en place de CLP

Le processus consiste pour l'intervenant extérieur à accompagner les communautés villageoises à la mise en place d'une instance consensuellement formée, légitime, respectée et influente en termes de gestion des conflits internes au niveau village, mais aussi d'avoir un regard sur les potentielles menaces extérieures. A la demande des populations ou par une approche concertée entre l'UFC et les communautés villageoises, les CLP sont mis en place en assemblée générale villageoise de sorte que chaque habitant du village soit informé et participe à leur mise en place. Ils sont constitués en tenant compte de deux (2) facteurs importants qui guideront l'influence et l'efficacité de ces derniers : la représentativité et la capacité de leadership.

Pour réussir la mise en place d'un CLP, il convient de mener les activités suivantes :

- informer les acteurs locaux (leaders communautaires, leaders religieux et coutumiers) et les autorités administratives de la mise en place de comités de gestion des conflits et les impliquer dans le processus ;
- organiser une rencontre de désignation des représentants des couches sociales ;
- procéder à la mise en place du CLP.

Les membres des CLP bénéficient également de formation sur les thèmes suivants : culture de la paix, prévention, gestion et résolution des conflits, civisme et citoyenneté, droits humains.

### > Adapter son approche face aux difficultés

Dans le cadre du projet Dialogue inclusif pour un « mieux vivre ensemble » pour la paix et la sécurité dans la Région du Sahel, la stratégie initiale de mise en place des CLP consistait à se déplacer dans les villages pour conduire des séances de sensibilisation sur les avantages des CLP et sur la méthodologie de leur mise en place lors des assemblées générales villageoises. Compte tenu du contexte sécuritaire qui s'est vite dégradé dans sa zone d'intervention occasionnant une restriction des déplacements et des grands regroupements, le consortium Solidar Suisse/UFC Dori a revu sa stratégie de mise en place des CLP. La nouvelle stratégie consiste à s'appuyer sur les bénéficiaires pour la mise en œuvre de l'activité.

### > Collaboration avec les autorités locales

La mise en place d'un tel mécanisme endogène d'alerte, de prévention et de gestion des conflits et aussi de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent constitue un appui pour l'Etat dans sa responsabilité d'assurer la sécurité et la justice à tous les citoyens. Le CLP ne remplace pas pour autant les institutions publiques. Pour ne pas compromettre sa légitimité et sa neutralité, le comité local de paix a un statut apolitique et non confessionnel, et sa reconnaissance par l'administration repose sur sa légitimité et non sur un quelconque document de reconnaissance légale.

Les CLP se positionnant comme des acteurs majeurs dans la réduction des risques de conflits dans le cadre de la mise en œuvre du projet Dialogue Inclusif, et en vue de les faire mieux connaître et de renforcer leur crédibilité auprès des autorités communales, des ateliers de mise en contact sont organisés. L'organisation de ces sessions vise à présenter ces comités, leurs membres et leurs missions aux autorités en vue de créer le contact et d'assurer une collaboration réelle dans la recherche de la paix.



## Contribution des CLP à la prévention et à la résolution des conflits, à la veille sécuritaire et au renforcement de la cohésion sociale.

Dans le village de Tchellel, pendant une période de pénurie d'eau, le CLP a été saisi pour résoudre un conflit en gestation entre habitants du village. Après de multiples concertations, le comité est parvenu à réguler l'utilisation de tous les forages du village. Sous sa gouverne, les différentes parties sont parvenues à trouver un consensus qui est que les éleveurs utilisent les forages pour abreuver les animaux la nuit et les autres les utilisent pendant la journée. Cette initiative du CLP a été bien appréciée par toutes les parties et saluée par l'ensemble des leaders communautaires des villages environnants.

Dans la commune de Bani, le CLP de Lamdamol a réussi à arrêter un individu suspect se déplaçant à moto. Après vérification, la population a découvert que l'engin utilisé par le suspect appartenait à un service public alors que ce dernier n'était pas un agent de l'Etat. Le CLP a ainsi alerté les forces de sécurité qui ont procédé à l'arrestation du suspect déjà recherché. Cette prise de conscience est également présente à Déré Talata où les membres du CLP ont déjà résolu des conflits mais aussi pris des mesures anticipatrices pour l'accueil de déplacés dans leur village. Ces mesures leur permettent de réduire les risques de tensions possibles entre populations du village et personnes déplacées qui naîtraient de la gestion des ressources disponibles.



# JOURNÉE DES COMMUNAUTÉS



L'interculturalité se comprend comme l'acceptation et le respect des différences que les groupes sociaux ont les uns envers les autres. Ces différences dites significatives, quelle que soit leur nature, sont vues et acceptées comme des éléments de richesses et non comme des déterminants de discrimination. C'est dans cet esprit que sont organisées les journées des communautés.



## Qu'est-ce que c'est ?

La région du Sahel est vue en apparence comme une région exclusivement dominée par l'ethnie peulh. La réalité est bien nuancée car plusieurs groupes socio-ethniques peuplent la zone. Ces communautés d'origines diverses vivent en parfaite harmonie et entretiennent entre elles des liens qui fondent leur vivre ensemble. La journée des communautés est un événement qui permet de magnifier cette volonté des communautés de coexister pacifiquement par des activités de renforcement via la culture.

### > Objectif ?

L'organisation des journées des communautés vise à préserver et renforcer la coexistence pacifique et la cohésion, les interactions positives, facteurs d'épanouissement individuel et collectif entre les groupes sociaux du Sahel.

« Cette activité a pour objectif de renforcer les liens entre les différentes communautés qui sont présentes dans la région du Sahel. Et cela dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale. » Julien LOMPO, Chargé de Programme / Solidar Suisse.

### > Comment s'organise une journée des communautés ?

La journée des communautés se tient dans un chef-lieu de province ou de commune avec la participation des délégations des communes. Elle est structurée comme suit :

- a. une cérémonie d'ouverture sous la présidence d'une autorité nationale et/ou régionale, avec la participation de délégations venues des communes conduites par leurs premiers responsables et composée d'élus locaux, de troupes artistiques, de responsables des communautés représentatives ;
- b. un défilé des différents groupes socio ethniques pour exposer leurs particularités vestimentaires : peulhs, gourmantchés, mossis, touaregs, rimaïbés, tamasheks, sonrais, maliens, nigériens, béninois, etc. ;

- c. le jeu de parenté à plaisanterie (rakiré) entre groupes sociaux ;
- d. une rue marchande avec des stands dressés pour recevoir les expositions mettant en exergue les richesses culturelles de chaque groupe social ;
- e. des animations de troupes culturelles et une soirée de spectacle à l'entrée gratuite donnée lors d'une « nuit des communautés » ;
- f. une grande conférence sur les richesses culturelles de la région du Sahel et les bénéfices de l'interculturalité animée par un spécialiste de la question ;

## TÉMOIGNAGES



**Salfio KABORÉ**  
Gouverneur de la Région  
du Sahel

« Le Sahel est très riche. Le Sahel est riche de l'élevage, le Sahel est riche de l'agriculture, le Sahel est riche de l'orpaillage et des industries d'extraction d'or. Aujourd'hui, je dis que le Sahel est encore plus riche que tout ce que j'ai cité hier : le Sahel est riche de sa diversité. On a vu défiler les communautés nigériane, ivoirienne, togolaise, béninoise, malienne, etc. C'est ça la première richesse de cette région du Sahel. Je voudrais vraiment dire ma fierté d'être là ce soir, le bonheur que j'ai parce que quelque part nous n'avons pas prêché dans un désert. Il y a des choses qui commencent à bouger. »



**Boureima LY**  
Emir du Yagha

« La cohésion sociale a pris un coup dans ces dernières années. Maintenant que tout le monde a pris conscience, les gens tentent de se regrouper et chercher des solutions. A travers ce cadre, nous nous retrouvons, nous autorités coutumières. On a toujours cultivé la cohésion sociale à travers les conciliations. Les gens doivent se dire que le Burkina Faso nous appartient tous. Et chacun à quelque chose à faire. Chacun doit jouer sa partition. C'est même un avantage que d'avoir plusieurs cultures qui se frottent et qui créent des émulations, qui créent des nouveautés à tout moment. »



**Abdounasser AG WAKASS**  
Chef de la communauté Tamachech à DORI

« C'est une initiative très salutaire parce qu'elle a permis de nous mettre ensemble, de découvrir la culture et les traditions de toutes les communautés qui vivent à Dori. On a eu à découvrir pas mal de choses. Je n'avais jamais vu la danse de certaines communautés. Cette journée m'a permis d'en découvrir. »

« Je suis à Dori ça fait presque deux ans. Je suis étudiante à l'Université de Dori. Cette journée, je l'apprécie beaucoup. Je m'amuse bien. Je me sens vraiment très à l'aise. C'est comme si je me retrouvais en Côte d'Ivoire entre mes frères et sœurs. La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, c'est le même pays. Nous sommes des frères. C'est la grande famille. »

## Bibata TRAORÉ

Étudiante ivoirienne résidente à Dori

### Des journées des communautés pour favoriser l'interculturalité et pour promouvoir la culture de la paix.

L'organisation des deux (2) premières éditions de la journée des communautés a permis d'enregistrer 781 participants directs ressortissants de pays de la sous - région et issus de groupes socio ethniques de la région du Sahel, avec une forte participation des personnes déplacées internes vivant dans la commune de Dori. Chacune de ces communautés vit avec ses traditions, habitudes, principes, mais elles s'acceptent mutuellement et c'est ce qui fonde leur vivre -ensemble. Malgré la situation sécuritaire fragile qui perdure, et même si des méfiances persistent, aucune des communautés ne manifeste de haine envers l'autre. L'esprit promu par l'organisation des journées des communautés réside dans le fait que même en considérant les différences culturelles entre les différents groupes, ils constituent

une seule communauté pluriculturelle qui aime toutes ces cultures et qui protège chacune d'elle. Ces journées portent donc les valeurs et les couleurs de chacun de ces groupes socio-ethniques.

Leur organisation a ainsi permis de constater non seulement la volonté des communautés de coexister pacifiquement par des activités culturelles, mais aussi de faire passer des messages pour préserver et renforcer cette coexistence pacifique et la cohésion sociale. Cette expérience, bien appréciée par les différentes communautés et les autorités locales, intéresse de plus en plus plusieurs communes de la région au nombre desquelles celle de Seytenga qui a organisé avec succès la troisième édition en novembre 2020. La quatrième et dernière édition sera organisée au cours du premier semestre de 2021.

Cette expérience que nous offre l'organisation des journées des communautés se doit d'être un modèle qui inspire d'autres parties du pays dans leur quête d'un mieux-vivre ensemble car répondant aux attentes des communautés.



# L'AMÉLIORATION DE LA PARTICIPATION CITOYENNE À LA SÉCURITÉ DANS LA RÉGION DU SAHEL GRÂCE À LA PROMOTION DE LA COOPÉRATION CIVILO-MILITAIRE



Les questions de développement et de sécurité sont intimement liées. Par conséquent la résolution des conflits et la construction de la paix doivent transcender les clivages traditionnels qui existent entre les acteurs : les forces armées et la population et les autorités civiles. Dans la région du Sahel, un nouveau mode de gestion des crises s'instaure progressivement à travers la promotion d'une meilleure coopération civilo-militaire pour améliorer la participation citoyenne à la sécurité.

## > Qu'est-ce que c'est ?

La coopération civilo-militaire est un système d'interaction qui implique l'échange d'informations, la négociation, le règlement de conflit, l'appui mutuel et la planification à tous les niveaux entre les éléments militaires et les organismes humanitaires, de développement ou la population civile locale pour réaliser les objectifs respectifs.

## > Objectif

Telle que développée dans la région du Sahel, la coopération civilo-militaire vise, non pas à engager la population civile dans une collaboration avec les Forces de Défense et de Sécurité en tant qu'indicateur, mais plutôt à développer une relation de confiance entre les parties.

## > Activités

Pour renforcer la relation de confiance entre les populations civiles et les Forces de Défenses et de Sécurité, le projet Dialogue inclusif pour un « mieux vivre ensemble » pour la paix et la sécurité dans la Région du Sahel a initié plusieurs activités, dont le symposium civilo-militaire et les thé-débats.

### 1. Symposium civilo-militaire

Un symposium sur la coopération civilo-militaire dans la prévention et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent a été organisé en juillet 2019. Sous la présidence du Gouverneur de la région du Sahel et le parrainage du Chef d'Etat-Major de l'Armée de terre, ce symposium a mobilisé les représentants d'associations de jeunesse, d'organisations religieuses et d'associations de producteurs (éleveurs et agriculteurs) ainsi que des représentants des différents corps des forces de défense et de sécurité (police, gendarmerie, douane, eaux-et-forêts, militaire). Il a également regroupé les représentants des communautés coutumières et des collectivités territoriales du Sahel, les autorités administratives régionales et nationales, des ONG de la région et les partenaires de mise en œuvre du projet « Dialogue inclusif ». Ce symposium a permis à plus de 80 participants d'améliorer leurs connaissances sur la coopération civilo-militaire, d'une part, et de se connaître et d'échanger sur place, d'autre part.

**« Ni les Forces Armées Nationales seules, ni les Forces de Sécurité Intérieure seules, ni les services de renseignements seuls, ni tous ces services réunis ne pourront venir à bout de l'insécurité sans les populations. »** Kyansio Gustave DABIRE / Commissaire de Police à la Direction de la Police de Proximité

## 2. Thé-débat

A la suite du symposium, plusieurs thés-débats ont été organisés autour des thèmes comme « la contribution des jeunes à l'amélioration de la sécurité préventive et la coexistence pacifique » ou encore « la culture de quartier, rôle du citoyen dans la sécurisation de son milieu de vie ». Ils ont permis de toucher, au total, 593 jeunes civils et 51 FDS.



Le thé-débat réunit des jeunes civils et militaires accompagnés de communicateurs sur le thème choisi. Conformément aux principes d'entrée en contact, d'échange et de partage du concept de thé-débat, un dispositif brise-glace est mis en place pour obtenir un cadre décomplexé et non protocolaire afin d'inciter chacun à oublier son statut d'invité pour se sentir acteur plein du thé-débat, à chercher à nouer des contacts, à écouter les autres, à prendre la parole pour exprimer sa pensée. En un mot, un cercle de causerie avec la liberté de changer à loisir de place dans le cercle. Chaque participant s'exprime dans la langue qui lui convient. Les voisins immédiats des uns et des autres se donneront le plaisir de traduire les paroles incomprises. A la fin du thé-débat, des engagements sont pris par les participants pour l'avenir.

A l'issue du thé-débat organisé en novembre 2019 autour du thème « La contribution des jeunes à l'amélioration de la sécurité préventive et de la coexistence pacifique », les participants ont pris des engagements suivants :

- mettre en place des cadres de concertations entre jeunes civils et militaires ou jeunes civils ;
- réaliser des activités civilo-militaires (sport et culture) ;
- organiser des journées portes-ouvertes sur les FDS ;
- produire et diffuser des émissions radiophoniques sur le thème communication et cohésion sociale impliquant les FDS et les civils ;
- sensibiliser les jeunes sur l'utilisation des réseaux sociaux ;

- sensibiliser les population à travers la radio sur l'utilisation des numéros verts et d'urgence ;
- sensibiliser et former les jeunes en milieu rural dans le domaine de la contribution citoyenne à la paix ;
- réaliser des actions pour une approche plus rassurante du contact avec la population rurale pour des renseignements mieux fournis ;
- exploiter les dynamiques sociales pour créer une communication réelle avec les populations des milieux ruraux ;
- organiser des thés-débats dans les zones rurales ;
- réaliser des actions pour renforcer la confiance entre FDS et populations ;
- créer des cellules de renseignement de la jeunesse civile.

## La promotion d'une meilleure coopération civilo-militaire pour améliorer la participation citoyenne à la sécurité : une approche qui porte des fruits.

La méfiance, et parfois le désamour des populations sahéniennes vis-à-vis des « hommes de tenue », est une réalité qui date de la période coloniale. Si des efforts sont fournis par des institutions de défense et de sécurité et par des ONG pour rapprocher FDS et populations civiles, la situation n'a pas beaucoup évolué. L'approche développée par le Consortium Solidar Suisse et UFC Dori pour une meilleure coopération civilo-militaire et pour l'amélioration de la participation citoyenne à la sécurité produit des résultats utiles et intéressants. Les rencontres de sensibilisation et de brassage, et l'adhésion progressive des populations à la stratégie S4, « See something, say something », permettent de constater aujourd'hui un renforcement de la relation entre les civils et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Cette relation est désormais entretenue à travers d'autres opportunités de rencontre offertes par le consortium et des initiatives de jeunes civils et FDS au sein de certains « grins » de thé, et cela participe au renforcement de la résilience communautaire face à l'extrémisme violent. Cette relation de confiance qui reste fragile au regard de la méfiance qui a prévalu au début, ne se renforcera davantage que si la coopération civilo-militaire est comprise et expérimentée non pas comme la collaboration entre une force de défense et de sécurité et un indicateur, mais plutôt comme une relation de confiance à développer. Et c'est cette approche adoptée par le consortium dans sa démarche, par ailleurs très inclusive, qui constitue le principal atout pour réussir cette expérience.

# IMPLICATION DES FEMMES DANS LA PROMOTION DE LA PAIX ET DE LA COHESION SOCIALE



La Résolution 1325 (2000) adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) le 31 octobre 2000 souligne avec insistance le fait que « **les femmes comptent**

**pour la paix** ». Dans cette Résolution, le Conseil de Sécurité reconnaît clairement le rôle essentiel que jouent les femmes pour faire avancer la paix, la sécurité, le développement et les droits de la personne humaine. Aussi encourage-t-elle l'utilisation de stratégies prévoyant une participation accrue des femmes à la prise de décisions.

Dans la région du Sahel, les femmes occupent une position assez marginale dans les processus de prise de décision. La configuration des élus locaux en est édifiante. Sur 1464 conseillers municipaux que compte la région du Sahel à l'issue des élections municipales de 2016, seulement 29 sont des femmes. Soit 1,98%

(Source : Annuaire statistique 2018 de la région du Sahel).

Compte tenu du contexte sécuritaire difficile qui est marqué de plus en plus par l'enrôlement de jeunes (leurs enfants) qui constituent des proies faciles pour la propagation de l'extrémisme violent, les femmes sont donc à allier pour la lutte.

Elles peuvent être considérées comme des alliées certaines pour la lutte contre l'extrémisme en ce sens qu'elles sont plus présentes dans les familles et à même de détecter les changements de comportements ou les fréquentations des membres de leurs familles.

C'est pourquoi le projet « **Dialogue inclusif** » a fait de l'implication des femmes dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale un de ses axes majeurs d'intervention.

## Comment les femmes sont impliquées dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale ?

### Par leur implication systématique dans les actions du projet

En tenant compte des conséquences négatives des crises sécuritaires sur les femmes et du rôle que ces dernières peuvent jouer au sein de la cellule familiale et de la société en matière de veille, d'alerte, de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, la stratégie d'intervention du Projet Dialogue Inclusif a mis l'accent sur le caractère essentiel de l'implication des femmes. Les actions du projet sont développées en tenant compte de cette dimension. A ce titre, elles sont systématiquement invitées aux différentes activités réalisées, et il est instamment demandé aux différents groupes d'acteurs impliqués dans les actions du projet de proposer des femmes dans les quotas qui leurs sont assignés, et de faire en sorte que les femmes soient davantage représentées à tous les niveaux des processus de prise de décisions.



## En mobilisant les autres femmes et en ayant une influence sur les enfants

Le projet Dialogue Inclusif contribue à l'intégration du genre dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale en appuyant la mise en œuvre d'activités relatives au genre. Pour ce faire, il a financé et facilité l'organisation de sessions d'échanges et de partage entre groupes de femmes de différentes confessions religieuses. Les participantes, choisies parmi des leaders d'associations de différentes localités de la région, agissent à leur tour pour relayer des informations et messages de tolérance et de cohésion auprès d'autres femmes de leurs localités respectives, et aussi pour jouer un rôle de sensibilisation, de veille et de prévention de comportements ou de fréquentations à risque chez des membres de leurs familles.

A ce titre, des femmes leaders musulmanes et chrétiennes de différentes localités de la région du Sahel ont bénéficié de formations animées par des autorités administratives et religieuses sur la coexistence pacifique, la tolérance, la radicalisation et l'extrémisme violent, les droits des femmes, les droits des enfants, etc.

**« Dans la Bible et dans le Coran, le Dieu est unique. Et nous prions tous l'unique Dieu. De ce fait, nous devons nous respecter mutuellement. »**

» Apolline Ouédraogo Porgo / Secrétaire de l'Association des Femmes Catholiques de Djibo.

**« Des leaders musulmans et chrétiens sont venus nous former et cela a été bénéfique pour moi. J'ai compris qu'on soit musulmans ou chrétiens, nous sommes tous des descendants d'Adam. Avant, nous nous disions que parler avec un chrétien ce n'est pas bon. »** Zeyneba Maiga / Présidente de l'Association Modjere à Markoye

**« Que tu sois musulman, catholique, protestant, que tu sois peulh, que tu sois fulsé ou autre, on partage les mêmes ressources. Ne serait-ce que pour conserver ce bien commun-là, on est obligé de se tolérer, on est obligé de cultiver la paix entre nous pour pouvoir survivre. »**

Maïmounata AMADOU / Animatrice de l'UFC-Dori.

## LEÇONS APPRISSES

**Les femmes, si elles sont bien accompagnées, sont de puissantes artisanes de la promotion de la paix et de la cohésion sociale.**

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, les femmes ont montré beaucoup d'enthousiasme dans la réalisation de diverses activités communautaires de promotion de la paix et de la cohésion sociale. Au-delà de ces actions dans lesquelles elles ont été impliquées, elles sont désormais à mesure de concevoir et de conduire des activités d'information, de sensibilisation et de veille sur leur propre initiative et de façon bénévole. Elles se sont spontanément appropriées les concepts de paix et de tolérance reçus, qu'elles ont à leur tour véhiculé auprès de leurs paires et de façon générale à toute la population. Les différentes implications produiront sans doute des effets tangibles dans la communauté en matière de cohésion et de consolidation de la paix.

Cependant, compte tenu de leur statut socio-économique, de la place qu'elles occupent dans les sphères de décisions et du niveau encore faible de leur implication dans les initiatives de promotion de la paix, leurs actions sont limitées et ne permettent pas en l'état d'assurer une masse critique d'activités susceptibles de créer un changement de comportement durable en matière de consolidation de la paix. Elles ont par conséquent besoin d'un accompagnement conséquent et permanent pour assurer la mise à l'échelle des savoirs, savoir-faire et savoir être acquis en matière de promotion de la paix et de la cohésion sociale dans le cadre du projet.



# CONCLUSION

Le projet Dialogue inclusif pour un « mieux vivre ensemble » pour la paix et la sécurité dans la Région du Sahel aborde sa dernière année d'exécution. Les deux premières années ont permis aux acteurs d'engranger de nombreux acquis. « Nous avons des motifs réels de satisfaction parce qu'on a pu toucher les publics visés. Nous pouvons dire que de ce point de vue la mobilisation des acteurs pour la suite du projet a été un succès. », a confié Dieudonné Zaongo / Représentant Pays de Solidar Suisse au Burkina Faso. Pour la troisième année de mise en œuvre, l'ambition reste la même, à savoir poursuivre la quête d'une paix durable dans la région du Sahel. « Nous pensons que c'est à travers le dialogue entre les communautés, entre les religions que

nous pourrons y arriver. Mais aussi à travers la promotion d'une politique d'emploi axée sur les besoins des jeunes pour éviter que certains ne se radicalisent parce qu'ils n'ont pas quelque chose à faire et aussi pour leur permettre d'avoir un avenir meilleur. », a soutenu le Représentant Pays de Solidar Suisse au Burkina Faso. Dans ce sens, il sera réalisé une étude diagnostic sur les opportunités d'emploi dans la région du Sahel, assortie d'un guide simplifié, précieux document d'aide à la décision et à l'action à l'attention des décideurs publics nationaux ou locaux, des collectivités territoriales, des structures de formation, des ONG et associations et des autres partenaires techniques et financiers.



Bureau de coordination de Solidar Suisse au Burkina Faso  
01 BP 2057 OUAGADOUGOU 01  
Tél.: +226 25 36 95 55  
Site web : <http://www.solidarburkina.bf>  
E-mail : [solidar@solidarburkina.bf](mailto:solidar@solidarburkina.bf)